

FGTB et Mutualité socialiste en remparts de la Sécurité

« Il faut un nouveau pacte social et environnemental. »

Jean-Pascal LABILLE

1 500 Mutualité socialiste et FGTB veulent une pension minimale à 1 500 euros

Syndicat et mutualité socialistes s'attaquent aux inégalités croissantes, « confirmées par des recherches scientifiques ».

● Philippe LERUTH

Le thème générique des deux colloques, ce sont les 75 ans de la Sécurité sociale. « *La Sécurité sociale qui assure la cohésion sociale* », professe Jean-Pascal Labille, secrétaire général de Solidaris. Mais ce n'est pas célébrer un anniversaire que veulent la Mutualité socialiste et la FGTB : c'est défendre un modèle social mis à mal par « *des inégalités croissantes destructrices de valeurs humaines et démocratiques* ».

Organisé ce lundi, c'est à ces inégalités qu'a été consacré le premier des deux colloques (*) organisés par cette synergie qui rappelle l'ancienne « Action commune » socialiste.

La journée a permis de « *confirmer nos constats de terrain par des études scientifiques : les inégalités ne font que croître, et le phénomène s'est considérablement accéléré sous le gouvernement Michel* », dénonce Robert Verteneuil, président de la FGTB.

Triple revendication

A l'avant-veille du 1^{er} mai, et surtout à l'approche des élections régionales, fédérales et européennes du 26, l'analyse débouche sur une triple revendication : pour plus de justice fiscale, pour le rétablissement du pouvoir d'achat, et pour éradiquer inégalités sociales et de santé.

« *La lutte contre les inégalités doit être transversale, car personne n'est à l'abri d'un accident de la vie* », professe Jean-Pascal Labille.

Chaque volet se nourrit de propositions.

Fiscales : imposition identique de « *chaque euro, d'où qu'il provienne (du travail, du capital, des revenus locatifs)* », rejet des « *cadeaux fiscaux et des réductions de cotisations sociales sans contrepartie de création d'emplois* ».

Salariales : « *garanties d'augmentations décentes* » ; salaire horaire minimal de 14 euros bruts (2 300 par mois) ; « *relèvement de la pension minimale à*

1 500 euros nets », financement « *transparent* » de l'hôpital et des actes médicaux « *pour rendre superflus les suppléments d'honoraires* ».

Et puis des soins de base gratuits en première ligne. Et le « *relèvement des allocations sociales minimales au-dessus du seuil de pauvreté* ». Pour une facture de 1,4 milliard d'euros : « *l'évasion fiscale se chiffre à 30,4 milliards* ».

Urgence

Car il y a urgence, répètent Robert Verteneuil et Jean-Pascal Labille : « *le taux de risque de pauvreté est passé de 14,7 % en 2008 à 15,9 % de la population en 2017. Près de 2,3 millions de Belges ne peuvent se nourrir, se soigner, se loger, ni élever leurs enfants correctement. (...) Selon la dernière enquête de Solidaris, 4 personnes sur 10 qui en avaient besoin ont renoncé au moins à un soin pour des raisons financières en Wallonie et à Bruxelles* ». ■

► En octobre, un rappel de « l'histoire de la sécurité sociale, son financement, le démantèlement actuel ».

« Message aux partis de droite »

A quelques encablures des scrutins du 26 mai prochain, le message et les revendications exprimées en commun par la FGTB et par Solidaris s'adressent (naturellement) « *aux partis de la gauche progressiste.* »

Mais il est aussi destiné « *aux partis de droite, insiste Robert Verteneuil, car ils doivent se rendre compte que, s'ils ne changent rien à leur politique, ils se tirent une balle dans le pied. Ils doivent prendre en compte la question sociale.* »

Le président de la FGTB espère-t-il vraiment être entendu, à la droite de l'échiquier politique ? Son espoir est ténu. « *On n'a*

pas l'air de comprendre ce qui se passe, si je m'en réfère aux demandes de la FEB. »

Le discours de la Fédération des Entreprises de Belgique reste le même, constate le président de la FGTB : « *elle réclame à nouveau des réductions de charges patronales, et une modulation salariale. Les entreprises se désengagent de plus en plus de la société.* »

Les documents soumis aux participants au colloque de ce lundi montrent par exemple que le taux de travailleurs couverts par des conventions collectives de travail est en déclin, que l'écart salarial entre hommes et femmes

reste très important, ou encore que les salaires stagnent par rapport à une productivité croissante.

« *On vit une fin de cycle économique, entamé au début des années 80, et qui fonctionnait autour de trois principes* », analyse Jean-Pascal Labille : « *tout est libéralisable ; il ne doit avoir d'entrave ni sociale, ni environnementale au commerce international ; et il ne peut exister aucun contrôle financier.* »

D'où l'idée de « *pacte social et environnemental* », défendu par le secrétaire général de Solidaris. Au moment où la Chine développe ses « nouvelles routes de la soie »... ■ **Phl. le.**

Le rôle des « corps intermédiaires »

Exigence de plus de justice fiscale ; demande de revalorisation du pouvoir d'achat ; hausse des allocations sociales : les demandes conjointes de la FGTB et de Solidaris rejoignent les revendications exprimées, en France, par les gilets jaunes, constatent Robert Verteneuil et Jean-Pascal Labille.

Chez nous aussi, la perte de confiance dans le monde politique est sensible, « *et il ne retrouvera de la crédibilité que le jour où il prendra des décisions qu'il n'évaluera pas en fonction de son impact budgétaire* », lance le secrétaire

général de Solidaris, naguère ministre de la Coopération au développement.

Mais les gilets jaunes ne se méfient pas seulement des élus : leur défiance vise également les organisations syndicales. Un défi pour la FGTB ?

« *La déception majeure de la population visée l'État, parce qu'il ne joue plus son rôle d'État protecteur. La déconnexion des gens à l'égard de la politique vient de ce que la politique ne répond plus à leurs problèmes* », élude Robert Verteneuil.

Mais cette méfiance par rapport aux syndicats ?

« *C'est le résultat d'une politique qui n'a eu de cesse d'affaiblir les corps intermédiaires que sont les syndicats et les Mutualités, reprend le président de la FGTB. Or ces corps intermédiaires représentent également une structuration de la société. En les éliminant, c'est l'anarchie qui menace.* »

« *On le constate en France, quand ils ignorent les corps intermédiaires, les pouvoirs publics ne trouvent plus face à eux des interlocuteurs identifiés, qui défendent un cahier de revendications précis, embrasé Jean-Pascal Labille. La réponse, alors, devient brutale : c'est celle de la répression policière.* » ■ **Phl. le.**

VITE DIT

Rodéo Le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres (SETCa) a officiellement lancé ce lundi sa campagne visant à préserver la sécurité sociale, en installant un « rodéo éphémère » place de la Chapelle à Bruxelles pour montrer que « *sans la sécurité sociale, tout le monde tombe* ». Dans la foulée, cette centrale du syndicat socialiste invite ses militants à voter le 26 mai pour « des partis de gauche ».

7 mai Le secteur non marchand, qui englobe

tant les hôpitaux que la garde d'enfants ainsi que les institutions de jeunes et pour personnes handicapées, etc., mènera des actions le mardi 7 mai. Une manifestation sera également organisée à Bruxelles. Les syndicats représentant le secteur veulent augmenter la pression sur le prochain gouvernement afin de ne pas être oubliés. Ces actions du 7 mai seront menées en front commun. Elles aussi sont motivées par l'approche des

élections du 26 mai. Les exigences des syndicats portent plus précisément la charge de travail et la nécessité de personnel supplémentaire. « *Il faut une concertation sociale forte* », concluent-ils.